

Conclusions 2021 du département du Travail des États-Unis

sur les pires formes de travail des enfants

Djibouti

En 2021, Djibouti a réalisé des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le ministère du Travail a commencé des discussions avec le ministère de l'Éducation et le ministère de la Femme et de la Famille concernant la création d'un mécanisme officiel d'orientation des enfants découverts en situation d'assujettissement au travail des enfants vers les services sociaux adéquats. Par ailleurs, l'Inspection du travail a ciblé les secteurs de la restauration et du bâtiment, où l'on pense que le travail des enfants est plus fréquent. Toutefois, à Djibouti, des mineurs sont livrés aux pires formes de travail des enfants, notamment l'exploitation sexuelle commerciale, parfois des suites de la traite des personnes. Le travail des enfants existe également dans le secteur du travail de rue. Les dispositions relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi ne s'appliquent qu'aux enfants qui bénéficient d'un contrat d'emploi formel, ce qui n'est pas conforme aux normes internationales. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas pris de mesures appropriées pour faire respecter la législation sur les pires formes de travail des enfants en raison d'un manque de ressources humaines et financières et de l'absence de mécanismes de rapport. Enfin, le gouvernement n'a pas publié de données sur ses efforts d'application du droit du travail ou du droit pénal afin que celles-ci puissent figurer dans le présent rapport.

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants		
Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que la loi offre à tous les enfants des protections relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi, y compris ceux qui travaillent en dehors de relations de travail officielles.	2015 – 2021
	Veiller à ce que des lois frappent d'interdiction pénale l'utilisation d'enfants à des fins de prostitution.	2012 – 2021
	Veiller à ce que la liste des activités et emplois dangereux interdits aux enfants soit exhaustive.	2009 – 2021
Application	Veiller à ce que l'Inspection du travail mène des inspections dans toutes les régions et dispose de l'équipement nécessaire à cet effet.	2017 – 2021
	Créer un mécanisme permettant au ministère du Travail de recevoir les plaintes associées au travail des enfants.	2010 – 2021
	Accroître le nombre des inspecteurs du travail pour qu'il corresponde aux avis techniques de l'OIT.	2021

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Veiller à ce que le gouvernement effectue un nombre adéquat d'inspections du travail.	2021
	Créer un mécanisme d'orientation réciproque entre l'Inspection du travail et les services sociaux pour assurer la protection et la réinsertion des enfants impliqués dans le travail des enfants.	2021
	Veiller à l'imposition de sanctions et au versement d'amendes au civil pour les infractions relatives au travail des enfants.	2021
	Publier des données complètes en matière d'application du droit pénal, notamment le nombre d'enquêtes effectuées, d'infractions constatées, de sanctions imposées, d'amendes perçues, de poursuites engagées et de condamnations obtenues.	2021
	Veiller à ce que les organismes d'application du droit pénal se voient dispenser une formation initiale et des cours de perfectionnement suffisants sur le thème des pires formes de travail des enfants.	2021
Coordination	Veiller à ce que tous les organismes de coordination soient actifs et en mesure de remplir leurs missions comme il se doit.	2009 – 2021
	Mettre en place un organe de coordination dédié à la prévention et à l'élimination des pires formes de travail des enfants.	2009 – 2021
Politiques gouvernementales	Veiller à la prise de mesures visant à mettre en œuvre les politiques fondamentales relatives au travail des enfants pendant la période visée par le rapport et à la publication de données sur ces mesures.	2017 – 2021
	Adopter une politique nationale visant à combattre l'ensemble des formes de travail des enfants, y compris sous ses pires formes.	2016 – 2021
Programmes sociaux	Renforcer les initiatives visant à éliminer les obstacles et à permettre à tous les enfants des zones rurales, y compris les filles, d'avoir accès à l'éducation en supprimant les dépenses liées à la scolarité.	2015 – 2021
	Veiller à ce que tous les enfants, y compris les réfugiés, les demandeurs d'asile et les enfants des zones rurales, aient accès à l'éducation en éliminant l'obligation de produire un acte national de naissance ou un document du HCR identifiant le titulaire comme réfugié pour s'inscrire à l'école.	2019 – 2021

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Mettre en place des programmes portant spécifiquement sur les enfants travaillant comme employés de maison et vendeurs des rues et sur les enfants victimes de l'exploitation sexuelle commerciale.	2009 – 2021
